
Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen trimestriel de la situation de juin 2013

Deuxième trimestre 2013

Les délégués de la BNS entretiennent des contacts réguliers avec des entreprises des divers secteurs de l'économie. Le présent rapport se fonde sur les entretiens menés durant les mois d'avril et de mai 2013 avec 241 chefs d'entreprise et dirigeants au sujet de la situation actuelle et future de leur entreprise et de l'économie. Les entreprises interrogées varient d'un trimestre à l'autre. Elles reflètent la structure sectorielle de l'économie suisse selon la ventilation du PIB (hors agriculture et services publics).

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Jean-Marc Falter
Martin Wyss
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Jean-Pierre Jetzer
Aline Chabloz
Markus Zimmerli

RÉSUMÉ

Selon les résultats de l'enquête, l'économie suisse a continué de croître modérément au deuxième trimestre 2013. La croissance a été essentiellement soutenue par la construction et les services. Elle est restée modeste dans l'industrie manufacturière.

L'industrie d'exportation a noté une reprise de la demande des Etats-Unis. La conjoncture relativement favorable en Suisse a également eu des effets stimulants. En revanche, la demande des pays d'Europe est demeurée insuffisante. De nombreux interlocuteurs ont de nouveau souligné l'importance du cours plancher.

Comme au trimestre précédent, les marges ont été plus faibles qu'à l'accoutumée dans l'industrie manufacturière et les services. Dans la construction, elles se sont nettement améliorées grâce à une forte demande. En outre, les multiples mesures prises par les entrepreneurs au cours des derniers mois pour améliorer les processus produisent leur effet. La demande de main-d'œuvre s'est maintenue dans l'ensemble au niveau atteint le trimestre précédent.

Les perspectives de progression des chiffres d'affaires en termes réels pour les prochains mois restent modérément optimistes dans tous les secteurs. La demande de personnel devrait légèrement augmenter.

L'évolution de la situation en Europe suscite toujours une inquiétude latente, néanmoins un peu moins marquée qu'au trimestre précédent. Certaines interventions politiques en Suisse soulèvent par ailleurs des incertitudes parmi les entrepreneurs.

MARCHE DES AFFAIRES

Industrie: légère amélioration

La marche des affaires dans l'industrie manufacturière ne s'est que légèrement améliorée depuis la dernière enquête. Les chiffres d'affaires ont été supérieurs à ceux du trimestre précédent pour un large tiers des entreprises interrogées tandis qu'ils sont restés inchangés pour près de la moitié d'entre elles.

Les entreprises de l'industrie alimentaire et de la fabrication de matières plastiques ainsi que les fabricants d'équipements électriques et d'instruments de précision ont fait état d'une situation plus favorable. Dans la chimie, les chiffres d'affaires ont été un peu plus faibles qu'au trimestre précédent. Dans le textile, l'horlogerie et la construction de machines, l'activité a stagné.

Les entreprises exportatrices ont de nouveau fortement ressenti les effets de la récession dans les pays d'Europe du Sud. La demande du reste de l'Europe s'est également avérée modérée. Par contre, la demande des Etats-Unis, qui a été en partie sensiblement plus forte, celles des pays asiatiques et de Russie, ainsi que la demande intérieure ont eu un effet stimulant.

Construction: croissance continue

Dans la construction, les chiffres d'affaires réels se sont considérablement accrus par rapport au trimestre précédent. Ils sont également bien plus élevés qu'un an plus tôt. Si les conditions météorologiques n'ont pas été idéales, un certain rattrapage par rapport aux trimestres précédents a contribué à cette remontée. Près de la moitié des entreprises interrogées ont enregistré des chiffres d'affaires supérieurs au trimestre précédent, en données corrigées des variations saisonnières; pour un tiers d'entre elles, le niveau est resté stable.

Le second œuvre a connu une évolution très dynamique. Dans le bâtiment et le génie civil, les chiffres d'affaires ont aussi été nettement supérieurs à ceux du trimestre précédent et de la même période de l'année précédente. L'activité est restée forte dans la construction de logements tandis que la construction de bâtiments industriels et commerciaux a de nouveau connu une évolution modérée.

Certains interlocuteurs ont évoqué les risques pesant sur le marché immobilier. Les baisses de prix dans l'immobilier résidentiel de luxe constatées lors de précédentes enquêtes se sont par ailleurs confirmées. La politique des banques en matière d'octroi de crédits n'a pas été considérée comme restrictive.

Services: croissance modeste reposant sur une assise plus large

La croissance modeste s'est poursuivie dans le secteur des services. La situation s'est encore améliorée depuis la dernière enquête et ce, dans davantage de branches. Pour environ la moitié des entreprises, les chiffres d'affaires ont été plus élevés qu'au trimestre précédent; pour l'autre moitié, ils sont restés stables.

La marche des affaires a été dynamique dans les branches suivantes: restauration, technologies de l'information, immobilier, réviseurs et agences de placement. Une nouvelle amélioration a été enregistrée dans le commerce de détail et dans le commerce automobile. Le tourisme d'achat continue de peser sur le volume d'affaires des entreprises établies dans les régions frontalières, mais s'est stabilisé.

Les banques et les compagnies d'assurances font état d'une activité plutôt stable par rapport au trimestre précédent. De nombreuses branches ressentent toujours les effets des mesures prises par les banques pour réduire leurs frais d'exploitation. Ce secteur poursuit sa mutation.

Dans l'hôtellerie, où les chiffres d'affaires avaient stagné au trimestre précédent, un net redressement a été observé. En revanche, l'activité est devenue très fluctuante, car les réservations se font à très court terme. Les zones de villégiature situées en montagne, fortement dépendantes du tourisme journalier, ont pâti des conditions météorologiques inhabituellement mauvaises.

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

Dans l'ensemble, les entreprises interrogées continuent d'estimer que le taux d'utilisation des capacités de production et de l'infrastructure est normal. Seul le secteur de la construction a signalé une utilisation des capacités plus élevée qu'au trimestre précédent, souvent due à un effet de rattrapage à la suite des intempéries. Au sein des secteurs, l'utilisation des capacités est toutefois restée très hétérogène.

Dans l'industrie manufacturière, elle a été globalement jugée normale. Comme au trimestre précédent, elle a été plutôt élevée dans la construction automobile et chez les fabricants d'équipements électriques. Dans la métallurgie, le taux d'utilisation a été plus haut qu'au trimestre précédent. Il s'est détérioré dans la chimie et s'inscrit à un niveau nettement plus faible qu'à l'accoutumée. Il est resté bas dans l'industrie des machines. Les entreprises de l'industrie alimentaire et de la fabrication de matières plastiques ont constaté un taux normal.

L'utilisation des capacités techniques dans la construction a été globalement plus intense qu'elle ne l'est habituellement à cette période de l'année. Cela concerne tant les entreprises du bâtiment et du génie civil que celles du second œuvre. Les carnets de commande sont souvent déjà remplis pour le reste de l'année.

Dans le secteur des services, le taux d'utilisation de l'infrastructure – c'est-à-dire essentiellement des surfaces de bureaux et de vente – a été normal dans l'ensemble. Il est resté plutôt élevé chez les prestataires de services dans la gestion de bâtiments ainsi que dans les technologies de l'information. Le commerce de gros a lui aussi constaté un taux relativement élevé. En revanche, les capacités sont restées faiblement utilisées dans l'hôtellerie et dans les agences de placement. Dans la branche automobile, la restauration, les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, l'utilisation des capacités a été qualifiée de normale.

DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE

Stagnation des besoins en personnel

Comme aux trimestres précédents, la demande de main-d'œuvre est restée pratiquement inchangée dans l'ensemble. Les mesures spécifiques de politique du personnel n'ont plus guère été évoquées. Dans certaines entreprises, des mesures telles que l'allongement de la durée de travail sans augmentation de salaire ont été levées dès le début de l'année. L'appréciation portée par les entrepreneurs sur l'adéquation des effectifs reste toutefois extrêmement contrastée d'un secteur à l'autre.

Le niveau des effectifs dans l'industrie manufacturière, jugé encore légèrement trop élevé au trimestre précédent, correspond à présent plus ou moins aux besoins. Les fabricants d'instruments de précision et d'équipements électriques considèrent quant à eux leurs effectifs comme plutôt bas. Les entreprises de l'industrie alimentaire, de la

construction de machines et de fabrication de matières plastiques ont jugé leurs effectifs plus ou moins conformes à leurs besoins tandis que les entreprises de la métallurgie, les fabricants de meubles, les entreprises de traitement du papier et du carton ainsi que les imprimeries ont plutôt enregistré un sureffectif.

Dans la construction, les effectifs ont été un peu trop faibles dans l'ensemble. Alors qu'ils ont été estimés plutôt justes dans le second œuvre en particulier, ils ont été plus ou moins en adéquation avec les besoins dans le bâtiment et le génie civil.

Dans les services, le niveau des effectifs s'est globalement révélé conforme aux besoins. Les technologies de l'information, notamment, ont de nouveau fait état d'effectifs plutôt maigres et de besoins de recrutement élevés. Les fiduciaires, les bureaux de conseil et les experts-comptables ont également manqué de personnel. Les banques et quelques représentants du commerce de détail ont, comme au trimestre précédent, jugé leurs effectifs un peu trop importants.

Accroissement des candidatures spontanées

Selon les entreprises interrogées, le recrutement a nécessité au total à peu près autant d'efforts et de temps qu'à l'accoutumée. De nombreuses entreprises ne parviennent à trouver le personnel nécessaire qu'à l'étranger. Certaines ont constaté une nette augmentation des candidatures spontanées, émanant principalement de pays du Sud de l'Europe. Le nombre de candidats ayant répondu aux offres d'emploi s'est considérablement accru. Cependant, les demandeurs d'emploi correspondent rarement au profil recherché.

Pour les entreprises de la métallurgie et de l'industrie alimentaire, mais aussi pour les banques et l'hôtellerie, le recrutement s'est avéré plutôt moins ardu que d'habitude. En revanche, c'est le contraire qui prévaut dans les bureaux d'architectes et d'ingénieurs. Dans l'industrie du bâtiment, les conducteurs de travaux et les machinistes sont toujours très recherchés.

PRIX, MARGES ET SITUATION BÉNÉFICIAIRE

Marges légèrement plus faibles qu'à l'accoutumée

Dans l'ensemble, les marges sont restées plus faibles que d'ordinaire. L'appréciation relative aux marges dans le secteur de la construction a évolué favorablement. Les entreprises de l'industrie et des services ont de nouveau jugé les marges un peu plus faibles qu'à l'accoutumée. L'optimisation des coûts et l'accroissement de la productivité sont toujours des préoccupations centrales pour les entrepreneurs. Les entreprises ont amélioré leurs marges en proposant de nouveaux produits et services, en étant présentes sur de nouveaux marchés et segments et, pour certaines d'entre elles, en augmentant leurs prix, lorsque c'était possible. Dans tous les secteurs de l'économie, les entreprises ont été nombreuses à souligner

l'importance capitale qu'a eue pour elles le cours plancher pour l'euro depuis son introduction.

Dans l'industrie manufacturière, les marges bénéficiaires sont restées plus faibles qu'à l'accoutumée dans de nombreuses branches, en particulier dans la métallurgie et l'industrie des machines ainsi que dans l'industrie de transformation du bois, du papier et des matières plastiques. Les marges ont également été inférieures à leur moyenne dans la chimie et chez les fabricants de meubles. En revanche, les entreprises pharmaceutiques sont relativement satisfaites du niveau de leurs marges. Le cours de change reste un enjeu important pour certaines entreprises industrielles. Pour les prochains mois, l'industrie s'attend à des prix d'achat stables, mais à une baisse des prix de vente. Par conséquent, la pression sur les marges devrait plutôt se maintenir.

Dans la construction, les entreprises interrogées ont affiché des marges plus élevées que d'ordinaire en raison de la demande. Cela concerne autant le bâtiment que le génie civil ou le second œuvre. En outre, les entreprises de ces segments tablent pour les mois à venir sur une légère réduction des prix d'achat des matières premières et sur des prix de la construction stables, ce qui devrait se traduire par une nouvelle amélioration des marges.

Dans les services, la plupart des branches ont été confrontées à des marges inhabituellement faibles, comme au trimestre précédent. De nouveau, ce sont les entreprises de l'hôtellerie et celles du secteur bancaire qui ont le plus souffert de cette situation. Les agences de placement ont déploré des marges inférieures à la moyenne, de même que les entreprises de services liés à la gestion des bâtiments, qui ont constaté une augmentation significative de la concurrence. Dans le commerce de détail, la situation s'est en grande partie normalisée. Les marges des entreprises du secteur des technologies de l'information et des entreprises de transports ainsi que des fiduciaires et des cabinets d'avocats se situent au même niveau que d'habitude. Les assurances ont fait état de marges supérieures à leur moyenne à long terme, notamment en raison d'une sinistralité favorable. Dans l'hôtellerie, en particulier, la situation devrait se redresser quelque peu compte tenu de l'évolution attendue des prix d'achat et de vente au cours des prochains mois.

PERSPECTIVES: OPTIMISME CONTENU

Les interlocuteurs font pratiquement état des mêmes incertitudes que lors de la dernière enquête. S'agissant des risques présents à l'échelle internationale, les craintes liées à une résurgence de la crise de la dette souveraine en Europe restent latentes. Par ailleurs, la morosité des perspectives conjoncturelles en Europe alimente une certaine inquiétude. En revanche, les entreprises continuent d'être optimistes quant à l'évolution de la demande tant extra-européenne que suisse. Diverses interventions politiques en Suisse, la densité croissante des réglementations ainsi que les débats actuels sur les

questions de fiscalité internationale sont assez souvent désignés comme étant la cause des incertitudes concernant l'évolution de la conjoncture.

Dans les trois secteurs, les entreprises escomptent dans l'ensemble une hausse des chiffres d'affaires au cours des six prochains mois. Les plans d'embauche des entreprises prévoient une légère augmentation des effectifs pour cette même période. La croissance la plus marquée est attendue dans le secteur de la construction, compte tenu du caractère saisonnier de cette activité.

Les perspectives dans l'industrie manufacturière restent favorables: les représentants de toutes les branches s'attendent à une légère hausse des chiffres d'affaires pour les six prochains mois.

Dans la construction, les chiffres d'affaires – en données corrigées des variations saisonnières – et l'utilisation des capacités de production devraient encore s'accroître légèrement au cours des prochains mois. La branche reste optimiste dans l'ensemble et n'anticipe pas de ralentissement notable au cours de l'année.

Dans les services également, les entreprises interrogées comptent, globalement, sur une évolution positive pour les six prochains mois. Comme au trimestre précédent, aucune branche ne prévoit de baisse à cet horizon. Les banques sont les seules à tabler sur une stagnation. Dans le commerce de détail et les technologies de l'information, les perspectives se sont encore améliorées. Dans les services, les entreprises s'attendent de nouveau à une légère augmentation du taux d'utilisation des capacités de production et des effectifs au cours des prochains mois. Dans les trois secteurs, les plans d'investissement des entreprises n'indiquent qu'une très faible hausse de ces dépenses pour les douze mois à venir.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)44 631 32 84
Fax: +41 (0)44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797) et allemande (ISSN 1423-3789).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2013